OpenEdition Journals

SEARCH All OpenEdition

Amnis

Revue d'études des sociétés et cultures contemporaines Europe/ Amérique

23 | 2024
Aux origines de la conflictualité sociale : histoire, acteurs, modalités et représentations (XIXe-XXIe siècles/continents européen et américain)

La FIJL dans la lutte antifranquiste (1960-1974)

ANTONI ROSSI TRAFACH

https://doi.org/10.4000/12ewt

Abstracts

Français English Español
Après l'abandon de la lutte armée à la fin des années 1940, pour protéger la survie du Mouvement libertaire espagnol en exil (MLE), la FIJL est à l'origine de la reprise du combat antifranquiste. Elle s'émancipe de l'organisation libertaire et prend appui sur de nouvelles générations de militants partisans de l'action directe en Espagne. A partir de 1961, Octavio Alberola intègre *Defensa Interior* et certains membres de la FIJL participent au Comité ibérique de libération (CIL), organisation considérée comme terroriste par les services de police français. Entre 1962 et 1963, les jeunes libertaires participent aux attentats qui touchent l'Espagne et l'Europe, attentats qui ciblent principalement le tourisme international et le régime franquiste. La FIJL mène la contestation sociale et s'oppose au renforcement des relations internationales avec la dictature espagnole. Elle dénonce les « crimes » commis par l'Espagne, comme l'exécution de Delgado et Granados en 1963 ou celle de Salvador Puig Antich en 1974 et maintient l'espoir dans les rangs antifranquistes.

After abandoning the armed struggle at the end of the 1940's, to protect the survival of the Spanish Libertarian Movement in exile (MLE), the FIJL was at the origin of the resumption of the anti-Franco fight. She emancipates herself from the libertarian organization and draws support from new generations of activists in favor of direct action in Spain. From 1961, Octavio Alberola joined Defensa Interior and certain members of the FIJL participated in the Iberian Liberation Committee (CIL), an organization considered terrorist by the French police services. Between 1962 and 1963, young libertarians participated in attacks affecting Spain and Europe, which mainly targeted international tourism and the Franco regime. The FIJL leads social protest and opposes the strengthening of international relations with the Spanish dictatorship. She denounces the "crimes" committed by Spain, such as the execution of Delgado and Granados in 1963 or that of Salvador Puig Antich in 1974, and maintains hope in the anti-Franco ranks.

Tras abandonar la lucha armada a finales de los años 1940, para proteger la supervivencia del Movimiento Libertario Español en el exilio (MLE), la FIJL está en el origen de la reanudación de la lucha antifranquista. Se emancipa de la organización libertaria y consigue el apoyo de nuevas generaciones de activistas a favor de la acción directa en España. A partir de 1961, Octavio Alberola se incorpora a Defensa Interior y ciertos miembros de la FIJL participan en el Comité Ibérico de Liberación (CIL), organización considerada terrorista por la policía francesa. Entre 1962 y 1963, jóvenes libertarios participan en atentados que afectan a España y Europa, centrados principalmente en el turismo internacional y el régimen franquista. La FIJL lidera la protesta social y se opone al fortalecimiento de las relaciones internacionales con la dictadura española. Denuncia los « crímenes » cometidos por España, como la ejecución de Delgado y Granados en 1963 o la de Salvador Puig Antich en 1974, y mantiene la esperanza en las filas antifranquistas.

Index terms

Mots-clés : Fédération ibérique des jeunesses libertaires, mouvements sociaux, exil, anarchisme espagnol

Keywords: Iberian federation of libertarian youth, social movement, exile, spanish anarchism

Palabras claves: Federación ibérica de juventudes libertarias, movimiento social, exilio, anarquismo español

Full text

Introduction

1 A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les autorités françaises rompent avec la politique adoptée par le gouvernement de Vichy à l'encontre des exilés espagnols. Ainsi, leur participation à la Résistance leur permet d'accéder au statut de réfugié politique et le gouvernement républicain en exil est autorisé à s'installer à Paris. Parallèlement, la condamnation du gouvernement franquiste par l'ONU se traduit par la fermeture de la frontière franco-espagnole de mars 1946 à février 1948. C'est dans ce contexte que l'on assiste à la restructuration des organisations engagées dans la lutte contre la dictature et, notamment, à celle du Mouvement libertaire espagnol (MLE), qui rassemble la Confédération nationale du travail (CNT), la Fédération anarchiste ibérique (FAI) et la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL).

2 L'évolution de la conjoncture internationale va néanmoins modifier la situation. Avec le début de la guerre froide, la position française évolue entre idéologie et réalisme[1]. Les autorités françaises condamnent la guérilla et réduisent considérablement son financement, provenant en partie d'actions criminelles. L'isolement du régime franquiste est également remis en cause et l'Espagne intègre l'ONU en 1955. L'arrivée au pouvoir des « technocrates » de l'Opus Dei au sein du gouvernement franquiste en 1957 et celle du général de Gaulle en France en 1958 facilitent la normalisation des relations bilatérales jusqu'aux années 1970, période à partir de laquelle le durcissement de la dictature relance les tensions[2].

3 Pour les anarchistes, la situation en France devient dès lors particulièrement complexe à la fin des années 1940. Il en résulte deux phénomènes apparemment contradictoires. D'une part, le MLE décide d'abandonner officiellement l'action directe en Espagne afin d'éviter une

condamnation en 1951. D'autre part, on assiste à une fragmentation du mouvement. Les jeunes libertaires, en particulier, s'engagent dans les luttes sociales malgré les réticences du MLE, dont ils s'émancipent progressivement dans les années 1960. En outre, la FIJL ne renonce pas à l'action directe dans sa lutte contre le franquisme et multiplie les attentats en Espagne et sur le sol Européen.

4 Cet article propose donc d'analyser la situation que traverse le mouvement anarchiste espagnol au cours de la période 1960-1974 ainsi que les tensions internes que génère la question de la stratégie à adopter à l'encontre du régime franquiste. Il revient notamment sur la question de l'impact de la reprise de la lutte armée dans la mobilisation et la cohésion des anarchistes en France.

L'action reprend, la FIJL s'implique

5 Les jeunes libertaires sont déçus des choix politiques du MLE[3], dont les militants, découragés par deux décennies d'exil, abandonnent progressivement la lutte armée[4]. Reprendre le combat devient alors la priorité des jeunes générations[5], alors que le MLE se contente de discours de propagande[6] pour assurer le maintien de ses structures en France, sous la direction du couple Esgleas-Montseny[7]. Avec la révolution cubaine et les luttes anticoloniales, l'action armée retrouve sa place dans le conflit social, un phénomène auquel sont confrontés la plupart des mouvements d'extrême-gauche européens. La création d'Euskadi ta Askatasuna (ETA) en 1959 en témoigne et montre à quel point la radicalisation et la rupture avec l'organisation centrale devient la norme. Combattre le franquisme devient alors un « devoir »[8] érigé au rang de priorité par le libertaire Octavio Alberola dès son arrivée en Europe en 1958[9].

6 La critique, inhérente à tout mouvement social, politique ou syndical, permet aux jeunes militants de s'interroger sur l'idéologie libertaire et de relancer la lutte en la renouvelant[10]. Entre la disparition de José Luis Facerías en 1957 et la présence, en France, de Francisco Sabaté et Liberto Sarrau, de jeunes libertaires décident de s'impliquer dans la lutte armée contre Franco en s'inspirant des *guerrilleros* anarchistes qui ont poursuivi le combat[11] en Espagne, depuis les années 1940[12]. La police espagnole redoute le retour de Sabaté, assigné à résidence à Dijon, et des « groupes spécifiques » agissant depuis l'exil[13]. Elle n'a pas tort, Sabaté voyage clandestinement et rencontre les militants de la FIJL à Clichy-sur-Seine, Lyon et Clermont-Ferrand. Il forme avec eux son dernier groupe. Interceptés par la *guardia civil* à leur arrivée en Espagne, ils sont abattus et Francisco Sabaté meurt le 5 janvier 1960 à la gare de Sant Celoni (Barcelone)[14]. De son côté, Liberto Sarrau fonde le Mouvement populaire de résistance (MPR) et parvient à créer des liens entre les jeunes militants espagnols et les indépendantistes algériens[15], mais il doit faire sans le soutien du secrétariat intercontinental (SI)[16]. Pour relancer l'action antifranquiste, il s'appuie donc sur la fédération parisienne[17], partageant ses idées et sa volonté de voir tomber la dictature, sans attendre « un phénomène de génération spontanée ou un miracle »[18]. Mais l'isolement du MPR conduit à l'échec.

7 Le rapprochement entre la France et l'Espagne est primordial pour une lutte efficace contre les activités des libertaires espagnols qui agissent de part et d'autre de la frontière. Pour sortir de l'isolement international,

l'Espagne a soutenu les mouvements nationalistes arabes, dont le Front de libération national (FLN)[19], mais à partir de 1957, la composition du gouvernement franquiste change avec de nouveaux ministres comme le francophile Castiella. Les deux pays se rapprochent progressivement en échangeant des informations sur le FLN et les antifranquistes réfugiés en France. La collaboration policière est renforcée par les guerres coloniales[20], même si le ministre des Affaires extérieures espagnol poursuit ses accusations « gratuites » contre les responsables politiques français[21]. Dans cette logique de rapprochement, le gouvernement dirigé par Michel Debré accepte, en juin 1959, la venue en France d'un délégué espagnol pour préserver les relations entre les deux pays et gagner en efficacité dans la répression[22].

8 A partir de 1959, de jeunes libertaires participent au Directoire ibérique révolutionnaire de libération (DRIL), qui coordonne l'action des révolutionnaires espagnols et portugais. Ils sont responsables de plusieurs attentats à la bombe entre février et juin 1960 et visent des lieux symboliques du pouvoir comme la mairie de Madrid ou le siège de la phalange, des lieux culturels comme le musée du Prado ou encore des symboles du tourisme comme la compagnie Iberia ou les gares de Madrid et de Barcelone. Leur principal fait d'armes demeure cependant la prise de contrôle spectaculaire du paquebot *Santa María* en janvier 1961 qui fait la une de la presse mondiale[23]. En juillet 1961, le congrès de Limoges permet de réunifier les anarchistes espagnols. On y rappelle les principes, les tactiques et les finalités de l'anarchisme et adopte la stratégie du « fait insurrectionnel »[24] avec la création d'un organisme clandestin, la *Defensa Interior* (DI). La propagande par le fait, mise en avant par les jeunes libertaires de la FIJL, doit permettre de sortir le MLE de l'immobilisme et de soutenir la contestation étudiante et ouvrière qui gagne du terrain en Espagne[25]. Au Mexique, Octavio Alberola milite au sein des Jeunesses libertaires et s'engage dans le Mouvement espagnol 59[26] qui veut dépasser les divisions politiques et rassemble de jeunes exilés communistes, républicains, socialistes et anarchistes. Octavio Alberola participe au DI et veut radicaliser la lutte pour déstabiliser le régime franquiste et faire du « problème espagnol » un élément d'actualité suscitant de nouveau un intérêt international[27].

9 La Préfecture de Police (PP) de Paris enquête néanmoins sur la FIJL et sur les « séances de discussions idéologiques » de la fédération locale parisienne qui attirent une trentaine de jeunes[28], le financement du groupe libertaire et sa participation aux manifestations devant l'ambassade d'Espagne. Afin de limiter l'action de la FIJL, les autorités françaises interdisent le journal *Juventud Libre* le 13 juin 1960 et la CNT parisienne lui permet alors de publier une tribune dans son organe de presse, *Solidaridad Obrera*[29]*,* interdit à son tour comme *CNT* et *España Libre* entre novembre et décembre 1961. Pour contourner ces mesures répressives, les libertaires espagnols font de l'hebdomadaire *Le Combat Syndicaliste* leur porte parole[30].

Avec le DI, la FIJL fait de l'action directe un moyen privilégié de la contestation

10 Avec trois millions de francs au lieu des dix escomptés, la collecte du

DI, réalisée auprès des militants par le secrétariat général du MLE réunifié, est insuffisante pour mener une lutte efficace contre le régime franquiste. Les premières actions menées par les jeunes libertaires démarrent néanmoins le 5 juin 1962, à Madrid, deux jours avant le IVe congrès du Mouvement européen[31] qui rassemble les républicains espagnols, à l'exception des anarchistes. Les organisations qui participent à ce congrès s'opposent à l'entrée de l'Espagne franquiste dans la Communauté économique européenne (CEE)[32] et dénoncent l'utilisation de la violence comme arme politique, une façon de signaler l'action du DI[33]. Malgré cette condamnation, une vague d'attentats touche Madrid, Barcelone, Valence et le *Valle de los Caidos*, symbole du franquisme. Les attentats contre le Vicariat militaire et le *Banco Popular* visent l'Opus Dei et celui contre l'Institut national cible la Phalange[34]. En Europe, les villes de Lisbonne, Milan et Rome sont également touchées. Ces actions ne font pas de victimes civiles. Elles ont pour objectif de dénoncer les dictatures de la péninsule ibérique et la collusion entre l'Eglise et le franquisme[35]. Des actions de propagande, comme la distribution de tracts auprès des touristes et des migrants économiques espagnols, renforcent pourtant la répression du régime franquiste. A la mi-août, trois membres du DI, Cipriano Mera[36], Juan García Oliver[37] et Octavio Alberola, préparent un attentat contre Franco. A Saint-Sébastien, vingt kilos de plastic explosent près de l'entrée du palais d'Ayete[38] mais la tentative échoue. L'opération marque le retour des libertaires sur la scène politique et sociale espagnole, l'espoir renaît et fragilise les « immobilistes »[39]. Afin de garder le contrôle, les dirigeants du MLE décident de transférer le siège de la FIJL à Toulouse, pour favoriser une « reprise en main organique » et contrecarrer la pression « dynamique ou extrémiste » des militants parisiens[40].

11 En Espagne, la répression reprend en août 1962, avec les arrestations de Marcelino Jiménez, Antonio Mur et Jorge Conill. Pour éviter la condamnation à mort de ce dernier, les libertaires italiens prennent en otage le vice-consul d'Espagne à Milan, une action qui fait la une de la presse internationale[41]. La France participe alors à la répression. Après avoir interdit les réunions publiques le 2 octobre 1961, elle utilise les assignations à résidence, nouvelle arme judiciaire pour encadrer le « regain d'activité des marginalismes »[42], qu'ils soient d'obédience communiste, indépendantiste ou anarchiste. Alors que l'Espagne s'offusque des attentats « téléguidés de France »[43] et cherche à faire accuser les libertaires, le Comité ibérique de libération (CIL) revendique les attentats de 1962, disculpant la FIJL de toute responsabilité dans les opérations « Justice » et « Avertissement » qui dénoncent les procès expéditifs et visent les institutions franquistes et le tourisme. Ce secteur d'activité, représentatif du renouveau économique et de la modernisation de la dictature avec l'arrivée de capitaux étrangers en provenance des pays capitalistes, est une cible de choix pour les libertaires. Le tourisme ne doit pas devenir un moyen de diffuser une image positive de l'Espagne sur le plan international et la propagande « extrêmement violente » de la FIJL se charge de le rappeler[44]. Cette situation amène les Renseignements généraux (RG) à établir un dossier complet sur la FIJL afin de faciliter de futures enquêtes[45].

12 Les attentats se poursuivent néanmoins. L'année suivante, en avril 1963, ils touchent les villes de Barcelone, Madrid et Valence. Après être passés en Espagne avec des explosifs et de l'argent remis par la Fédération anarchiste (FA) et la FIJL, trois jeunes Français sont arrêtés : Alain Pecunia, du groupe Louise Michel, impliqué dans l'attentat contre

le paquebot *Ciudad de Ibiza* ; Guy Batoux, arrêté alors qu'il allait déposer un engin explosif devant l'ambassade des États-Unis à Madrid ; Bernard Ferry, accusé d'un attentat à Valence, contre les bureaux de la compagnie d'aviation *Iberia*. Préparés en France, en évitant soigneusement les adresses officielles de l'exil libertaire, ces attentats ont été coordonnés depuis Paris[46]. Mettre « hors d'état de nuire [...] les noyaux anarchistes actifs » devient dès lors la priorité des RG[47].

13 En juillet 1963, une deuxième affaire secoue l'Espagne, elle implique Joaquín Delgado et Francisco Granados, envoyés à Madrid par la FIJL pour organiser un attentat contre le dictateur. Arrêtés et accusés, sans preuves, des attentats contre la Direction générale de Sécurité et le siège des syndicats phalangistes, ils sont garrotés le 17 août 1963, exécutés pour des raisons politiques. Alors que la FIJL proteste contre ces « crimes » et appelle les démocraties à s'opposer à la « tyrannie »[48], la répression s'étend à la France. Des militants de la FIJL sont arrêtés, dans la nuit du 26 au 27 août, alors qu'ils collent des affiches. La police retrouve des armes et lance une opération de vérification des adresses des militants de la FIJL, avant qu'Alain Simon, juge d'instruction du parquet de Paris, ne lance une information judiciaire pour « transport d'armes de guerre » et infraction sur les associations étrangères[49].

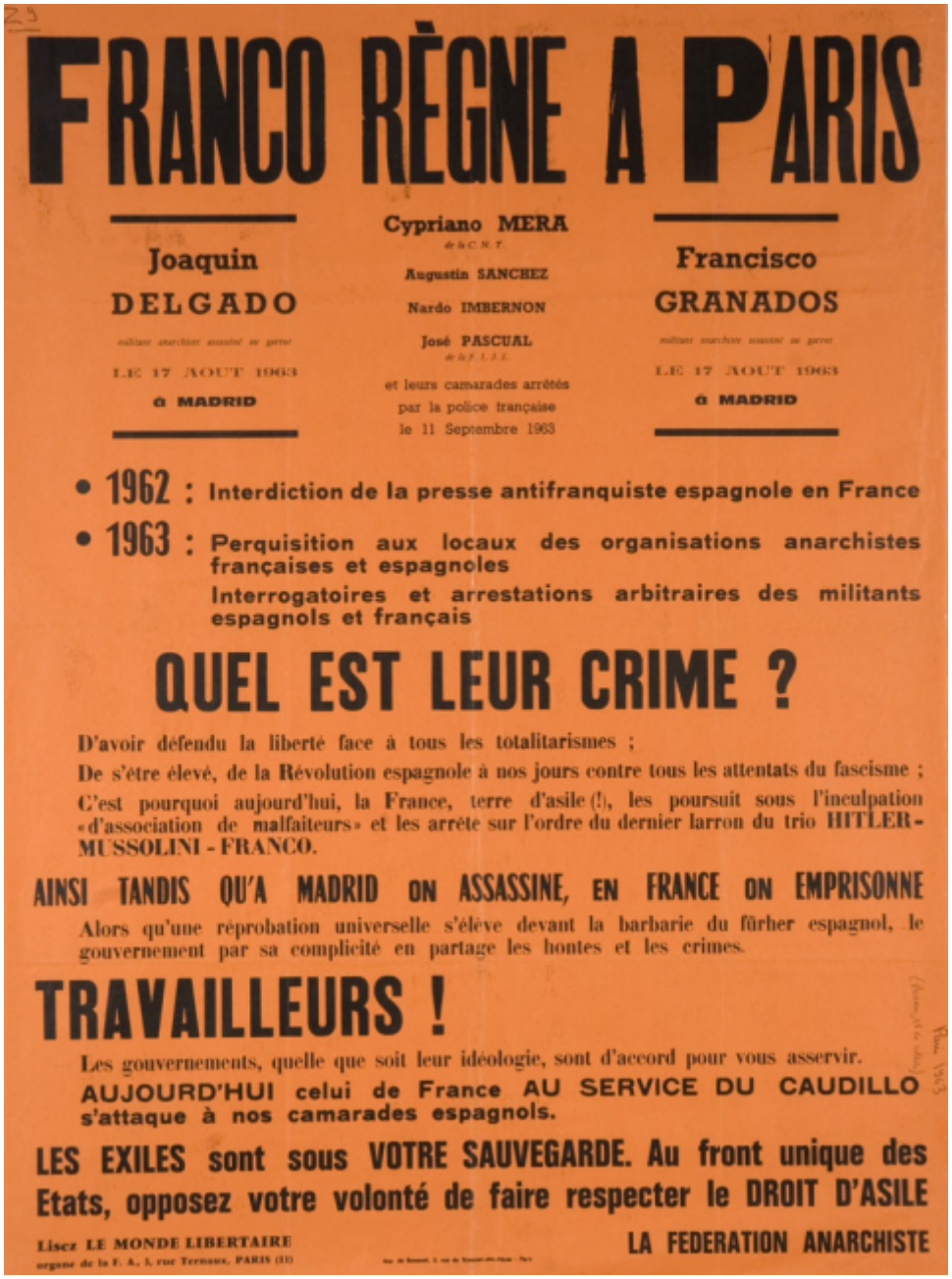
14 Le matin du 11 septembre 1963, différents services de police français sont mobilisés. On dénombre soixante-quatre perquisitions et interpellations dont vingt-trois à Paris. Les trois locaux parisiens où se retrouvent les anarchistes espagnols sont visés[50]. Les perquisitions et les interrogatoires qui se succèdent permettent à l'enquête d'avancer. Après avoir retrouvé des tracts, de faux documents d'identité, des plans d'attentats et des notes sur le maniement et la fabrication d'explosifs, la police affirme désormais que Delgado et Granados étaient en Espagne pour une « mission terroriste » visant le dictateur. Le lien entre la FIJL et le CIL, sa « filiale activiste », se précise. Des militants sont accusés d'avoir commis les attentats contre les compagnies aériennes *Iberia* et Transports aériens portugais (TAP), en Espagne, en Italie, en Suisse, en Allemagne, au Danemark et en Grande-Bretagne[51].

15 Officiellement, les militants de la FIJL dénoncent l'utilisation de la violence à des fins politiques. En réalité, certains d'entre eux fournissent armes et faux documents au CIL. C'est pourquoi Augustín Sanchez, Enrique Guinart, Antonio Ros, Antonio Molina et Salvador Gurucharri, tous membres du comité national de la FIJL, sont emprisonnés. Le SI et la FAI en profitent pour rejeter la politique « aventureuse » de la FIJL et défendre la politique « réaliste » en accord avec la position des « immobilistes » proches de la tendance Esgleas-Montseny et qui paralysent l'action du DI jusqu'à sa dissolution en 1965. Toutefois, cette opposition ne se résume pas à un conflit générationnel car, pour mener leurs actions, ils ont le soutien d'anciens militants du réseau de Laureano Cerrada[52] ou de la CNT, comme Cipriano Mera et José Pascual[53], arrêtés avec les cadres de la FIJL[54]. Le caractère arbitraire[55] de ces arrestations est dénoncé par la FA dont le contenu des tracts est on ne peut plus clair : « Libérez les antifascistes espagnols ! » Leur défense s'organise rapidement mais le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, bloque les libérations provisoires[56].

16 Depuis l'interdiction de la FIJL, le 15 octobre 1963[57], les RG vérifient qu'elle n'a plus d'activité. Les militants les « plus résolus » ont rejoint des groupes français ou se sont exilés en Grande-Bretagne, en Italie et en Belgique, où les mesures administratives sont moins contraignantes[58]. En novembre 1963, après la libération des dix « éléments les moins

compromis » du CIL, assignés à résidence pour faciliter leur surveillance, seuls les « permanents de l'appareil subversif » de la FIJL restent en prison[59]. José Pascual, Augustín Sanchez, Antonio Ros, Vicente Martí et Salvador Gurucharri obtiennent leur transfert dans le quartier « politique » de la prison de Fresnes où ils entament une grève de la faim le 17 février 1964. Une semaine plus tard, ils sont libérés et assignés à résidence à Paris. Tous les quinze jours ils doivent se rendre au commissariat de quartier pour faire contrôler leur situation. Ceci étant, la répression s'étend à l'ensemble de l'Europe de l'Ouest. Incarcéré à Bruxelles, Francisco Abarca est accusé de l'attentat à l'explosif dans l'aéroport de Cointrin à Genève, la Suisse demande son extradition[60]. Cependant, les autorités belges le libèrent le 12 juin 1964[61].

17 Les militants de la FIJL sont officiellement libérés pour des raisons de « politique générale ». L'absence de procès public évite d'offrir une tribune à la propagande libertaire, tribune qui aurait permis de mettre en lumière la collaboration franco-espagnole[62] et de mettre à mal la position de l'Etat français pour qui le maintien de l'ordre à l'échelle continentale constitue une priorité[63]. Dans l'hexagone, les autorités font en sorte par ailleurs de limiter l'activité de la FIJL. Hormis quelques affiches intitulées « Franco règne à Paris » et placardées dans la capitale en février 1966[64], l'activité de l'organisation libertaire est infime[65]. Face à cette situation, la plupart des anarchistes adoptent des positions modérées et s'opposent à l'utilisation de la violence politique, d'autant plus que celle-ci favorise la répression des militants, emprisonnés ou passibles de la peine de mort en Espagne.



Franco règne à Paris, 1963, Fédération anarchiste[66].

L'internationalisation des groupes, un moyen de dissimuler l'action de la FIJL

18 Au milieu des années 1960, la radicalisation passe par la clandestinité, les groupuscules révolutionnaires se multiplient et défendent la lutte armée comme moyen d'action[67], véritable choix stratégique que l'on retrouve chez les communistes avec la création du Front espagnol de libération nationale (FELN) en 1963. De son côté, la FIJL se réorganise clandestinement en France et prépare ses actions antifranquistes depuis la Belgique où Salvador Gurucharri et Antonio Ros font partie de la délégation extérieure qui publie de nouveau *RUTA* et un *Bulletin d'informations*[68]. Ils se concentrent sur des actions concrètes et des campagnes internationales en faveur de la libération des prisonniers politiques[69]. Le groupe « 1er Mai » s'occupe des activités antifranquistes[70] et fait parvenir des lots de tracts de propagande dans la capitale française, activité pour laquelle Francisco Abarca est arrêté le 26

février 1966[71].

19 La FIJL organise des opérations plus spectaculaires pour défendre la cause des prisonniers politiques et dénoncer le soutien américain au franquisme. C'est le cas avec la tentative d'enlèvement du contre-amiral américain Norman G. Gillette, pour lequel est arrêté Luís Andrés Edo, ou l'enlèvement de Mgr. Marcos Ussia, conseiller ecclésiastique de l'ambassade espagnole auprès du Vatican, séquestré pendant dix jours à partir du 30 avril 1966. Finalement, sa libération entraîne celle des trois jeunes français arrêtés en 1963. En parallèle, la FIJL, dont l'activité se limite souvent à la distribution de tracts[72] depuis les évènements de mai 1968, participe aux rencontres européennes de la jeunesse anarchiste avec les groupes français « Noir et Rouge » et le « Mouvement du 22 mars ». Avec le groupe « 1er Mai » ou la « Angry Brigade » de Stuart Christie[73], ils internationalisent leur action[74] et un Comité de coordination international siège dans les locaux de la CNT d'Espagne en exil (CNT-E) situés à Paris au 24 rue Sainte-Marthe (Xe)[75]. La fédération parisienne a été mise à l'écart du congrès de septembre 1968 à Carrare (Italie) pour sa proximité avec la FIJL[76]. L'internationalisation des liens et des activités renforce certes les craintes de la police. Mais elle protège les mouvements « légalement constitués »[77] sur lesquels les militants les plus engagés font pression à travers les groupes de présence confédérale[78] et le mensuel *Frente Libertario*, qui émet des réserves sur l'utilisation de la violence comme arme politique[79].

20 Afin d'éviter une reprise de l'action directe, la PP surveille Robert Arino, responsable du groupe « 1er mai » en France depuis l'arrestation d'Alberola en Belgique[80]. Réunis à Paris, les jeunes libertaires français, italiens et espagnols réalisent des actions d'envergure : action contre l'ambassade d'Italie à Paris le 18 octobre 1969, préparée par le groupe « Barcelone 39 » dans les locaux du 24 rue Sainte-Marthe[81] ; et tentative d'enlèvement de l'ambassadeur Garrigues, représentant de l'Espagne à l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), tentative suite à laquelle Octavio Alberola et Salvador Gurucharri se réfugient en Belgique. A Paris, la police surveille les lieux d'hébergement clandestins et le recrutement de nouveaux militants[82]. Mais elle ne peut éviter les attentats contre le siège d'*Alitalia* et de la Banque d'Italie, dans la nuit du 9 au 10 octobre 1970, en réaction à l'ouverture du procès sur la mort controversée de l'anarchiste italien Giuseppe Pinelli, décédé dans les locaux de la police milanaise après son arrestation suite à l'attentat de la *piazza Fontana*, le 12 décembre 1969. Cet attentat a été commis par des néofascistes italiens mais la police en attribue la responsabilité aux libertaires[83]. Les domiciles de dix anarchistes, dont sept espagnols, sont perquisitionnés par la brigade criminelle de la police judiciaire qui vise le « groupe 1er mai » et le « groupe Jean-Jacques Lebel »[84]. Le 26 septembre 1970, les dernières actions de la FIJL ciblent la compagnie espagnole *Iberia* dans les aéroports de Paris, Francfort, Genève et Londres[85].

21 En 1970, on fonde le Mouvement ibérique de libération (MIL). Cette organisation rompt avec le terrorisme[86] et rassemble des Français et des Espagnols : Jean-Marc Rouillan, Jean-Claude Torres, Oriol et Jordi Solé et Salvador Puig Antich. Ils forment les Groupes autonomes de combat, qui financent leurs activités avec des attaques à main armée, ou « expropriations » de banques en Catalogne, entre septembre 1972 et août 1973. Ils ont leur propre revue, *Conspiración internacional anarquista* (CIA) et leur projet éditorial prend forme sous le nom des *Ediciones Mayo 1937*. Le groupe se dissout en août, divisé sur la question

de la lutte armée, avant de faire la une de la presse suite aux arrestations de septembre 1973[87]. En Espagne, la Brigade spéciale anti-MIL, issue de la brigade politico-sociale de Barcelone, spécialiste des enquêtes contre les anarchistes sous le franquisme, appréhende les frères Solé et Salvador Puig Antich, accusé de la mort d'un policier tué au cours de l'arrestation[88].

22 Un comité de solidarité s'organise à Barcelone, Paris et Toulouse, avec le soutien de la librairie *La Vieille Taupe*, proche du MIL. Dans la brochure « Gangsters ou révolutionnaires ? », l'historien Pierre Vidal-Naquet dénonce la répression à venir[89]. Les anciens du MIL entrent en contact avec ceux du groupe « 1er Mai » liés à la FIJL pour préparer l'enlèvement de l'ambassadeur d'Espagne auprès de l'UNESCO, mais l'action échoue et Salvador Puig Antich est exécuté. Le 3 mai 1974, dans une action conjointe, le MIL et la FIJL enlèvent Baltasar Suárez, directeur du *Banco de Bilbao* à Paris, Luis Andrés Edo revendique cette action depuis Barcelone[90]. Les structures soutenant le MIL tombent une à une[91]. Les comités de soutien des membres du MIL emprisonnés facilitent le rapprochement entre les militants exclus du MLE, ceux des groupes autonomes et les jeunes activistes. La rupture avec le MLE est définitive et la scission des libertaires irréversible[92].

Conclusion

23 La lutte antifranquiste appartient à ceux qui l'entreprennent et la FIJL a réussie à en maintenir l'essence même, à travers une action renouvelée, qui s'attaque au tourisme, cœur du renouveau économique de l'Espagne franquiste, et s'éloigne des méthodes utilisées par les anciens *guerrilleros*. Toutefois, la poursuite de l'action directe et la multiplication des attentats ou des enlèvements ne convient pas à la majorité des libertaires en exil qui se détachent de la FIJL. Les cadres du MLE reprennent le contrôle en faisant échouer le DI, qu'ils avaient eux-mêmes créé pour répondre à une attente venue de la base militante. En faisant le jeu des autorités françaises, ils divisent une nouvelle fois les libertaires. La FIJL, isolée, interdite et concurrencée par de nouveaux groupes comme le MIL, poursuit son activité jusqu'au début des années 1970, restructurant son action, à travers une radicalisation des pratiques et une internationalisation qui devient nécessaire pour que survive l'opposition à la dictature franquiste jusqu'à l'avènement de la démocratie en 1978.

Notes

1 Dulphy, Anne, « La politique espagnole de la France (1945-1955) », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 68, octobre-décembre 2000, pp. 29-42.

2 Trouvé, Mathieu, « Introduction. Les relations franco-espagnoles, XXe-XXIe siècles », *Siècles*, n° 51, 2021.

3 Gurucharri, Salvador, Ibañez, Tomás, *Insurgencia libertaria. Las Juventudes Libertarias en la lucha contra el franquismo*, Barcelona, Virus editorial, 2010, p. 20.

4 Archives Nationales (AN) F716077, 7 avril 1955, Direction des Renseignements généraux (RG).

5 Freán Hernández, Oscar, « El paso a la acción directa », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n° 19, 2017.

6 Herrerín López, Ángel, *La CNT durante el franquismo : clandestinidad y exilio (1939-1975)*, Madrid, Siglo XXI, 2004, p. 168, pp. 182-190.

7 Iñiguez, Miguel, *Esbozo de una Enciclopedia histórica del anarquismo español*, Madrid, Fundación de Estudios Libertarios Anselmo Lorenzo, 2001, pp. 201-202 ; pp. 417-418. A la tête du MLE apolitique, ils occupent des fonctions importantes.

8 Alberola, Octavio, *La révolution. Entre hasard et nécessité*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2016, p. 28.

9 Freán Hernández, Oscar, » *El paso…* », *op. cit.* Correo electrónico de Octavio Alberola a Óscar Freán Hernández, 19 de diciembre de 2016. Fils de libertaires exilés au Mexique, il s'engage dans le soutien aux révolutionnaires cubains au sein du Mouvement du 26 juillet créé par Fidel Castro en 1955.

10 Gurucharri, Salvador, Ibañez, Tomás, *Insurgencia libertaria…*, *op. cit.*, p. 35. Marti, Vicente, *La saveur des patates douces. Histoire de ma vie, 1926-1976*, Lyon, Atelier de création libertaire, 1998, p. 61.

11 Gurucharri, Salvador, Ibañez, Tomás, *Insurgencia libertaria… op. cit.*, p. 43.

12 Cette lutte armée, menée par des libertaires réfugiés en France mais qui agissent en Espagne, prend fin en 1963 avec la mort de Ramón Vila Capdevila, abattu le 7 août 1963.

13 AN F716077, 27 janvier 1959, Direction des RG. Groupes d'action libertaires qui agissent en Espagne.

14 AN F716077, 6 janvier 1960, Ministère de l'Intérieur, direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

15 Gurucharri, Salvador, Ibañez Tomás, *Insurgencia libertaria…*, *op. cit.*, pp. 49-50. Les contacts se font par le biais d'un groupe français, le réseau Jeanson. L'appui consiste essentiellement à fournir des lieux de refuge, de faux documents ou des moyens de transport pour les militants recherchés.

16 Préfecture de Police (PP) BA 2363, 17 décembre 1959, du ministre de l'Intérieur au préfet de police. Son rôle est de coordonner l'activité du MLE à l'échelle internationale, il représente l'Europe, l'Amérique latine et l'Afrique du Nord.

17 AN F716077, 7 Janvier 1960, Ministère de l'Intérieur. PP BA 2363, 7 janvier 1960, Du ministre de l'Intérieur au préfet de police.

18 PP BA 2363, 10 février 1960.

19 Fondé le 23 octobre 1954, à l'initiative du Comité révolutionnaire d'unité et d'action en appelant à l'union des forces politiques.

20 Delaporte, Victor, « Existe-t-il un axe Paris-Madrid de la répression ? Coopérations et rivalités nationales et internationales au sujet des exilés politiques français et espagnols (1959-1964) », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2021, n° 68-1, pp. 49-71.

21 AN F716077, Avril 1959, Direction des RG.

22 AN F716077, 14 juin 1959 et 25 juin 1959, du ministre des Affaires étrangères au ministre de l'Intérieur.

23 Gurucharri, Salvador, Ibañez, Tomás, *Une résurgence anarchiste. Les Jeunesses libertaires dans la lutte contre le franquisme. La FIJL dans les années 1960*, Vienne, Acratie, 2012, pp. 67-68. L'équipage est composé pour moitié de communistes et d'anarchistes espagnols et portugais, « dissidents » et opposés à « l'immobilisme » de leurs organisations respectives. Andrés Edo, Luis, *La CNT en la encrucijada*, Barcelone, Flor del viento, 2006, pp. 156-157.

24 Stratégie fondée sur la lutte armée qui considère l'insurrection comme un moyen d'action efficace pour créer une situation révolutionnaire et affaiblir l'Etat capitaliste.

25 Gurucharri, Salvador, Ibañez, Tomás, *Insurgencia libertaria…*, *op. cit.*, pp. 289-291.

26 Mouvement créé le 28 août 1959 qui rassemble la deuxième génération de l'exil espagnol, s'inspire de la révolution cubaine et veut agir de l'intérieur pour faire tomber le régime franquiste.

27 Alberola, Octavio, » Réflexions et témoignage sur le Mouvement Libertaire Espagnol (MLE) des années soixante et l'organisme « Défense Intérieure » (DI) », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n° 19, 2017.

28 7 décembre 1960, Du directeur général du SDECE au préfet de police.

29 PP BA 2363, Janvier 1961.

30 AN F716077, 19 décembre 1961, Du ministre de l'Intérieur au premier

ministre. PP BA 2362, 14 février 1962, Publications interdites.

31 Après le congrès de La Haye, le Comité international de coordination des mouvements européens devient le Mouvement européen le 25 octobre 1948. Cet organisme privé regroupe vingt-six conseils nationaux, dont onze groupes d'exilés d'Europe centrale et d'Espagne. Il travaille sur les questions politiques, économiques et culturelles pour informer et mobiliser l'opinion publique en faveur de la construction européenne. https://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/7b137b71-6010-4621-83b4-b0ca06a6b2cb/f5a8f4f1-1388-4824-88a9-8a8c50904a15.

32 Fernández Soriano, Víctor, « La CEE face à l'Espagne franquiste. De la mémoire de la guerre civile à la construction politique de l'Europe », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 2010, n° 108, pp. 85-98.

33 Freán Hernández, Oscar, » *El paso*... », *op. cit.*

34 Gurucharri, Salvador, Ibañez, Tomás, *Une résurgence..., op. cit.,* pp. 100-103.

35 AN F716077, Mars 1963, Ministère de l'Intérieur, DGSN, direction des RG.

36 Iñiguez, Miguel, *Enciclopedia..., op. cit.,* p. 401. Né en 1897, cet anarcho-syndicaliste a défendu Madrid en novembre 1936. Après avoir connu les prisons espagnoles, il s'exile en France en 1947 et poursuit son activité antifranquiste.

37 Iñiguez, Miguel, *Enciclopedia..., op. cit.,* pp. 256-257. Militant né en 1902, cet ancien des groupes d'action *Los Solidarios* ou *Los Aguiluchos* devient ministre de la Justice en 1936. En exil, il joue un rôle majeur dans la constitution du DI.

38 Gurucharri, Salvador, Ibañez, Tomás, *Une résurgence..., op. cit,.* pp. 100-103.

39 Alberola, Octavio, » *Réflexions...* », *op. cit,.* Nom donné aux militants qui se refusent à relancer l'action directe en Espagne pour maintenir les structures libertaires en exil.

40 PP BA 2362, 14 février 1962, Publications interdites.

41 Freán Hernández, Oscar, » *El paso...* », *op. cit.,*. Téllez Antonio, « El secuestro del Vicecónsul español en Milán en 1962 », *Polémica*, n° 60, invierno de 1996 [Reproduit sur la page web de *Polémica* : https://revistapolemica.wordpress.com/2012/12/27/el-secuestro-del-viceconsul-espanol-en-milan-en-1962/

42 AN F716077, 1962, Direction de la règlementation.

43 AN F716077, Septembre 1962, Du directeur général de la DGSN au ministre de l'Intérieur.

44 AN F716077, Mars 1963, Ministère de l'Intérieur, DGSN, direction des RG.

45 AN F716077, 17 mai 1963, Ministère de l'Intérieur, DGSN.

46 AN F716077, Avril 1963, Madrid, Note ; 17 mai 1963, Ministère de l'Intérieur, DGSN, direction des RG ; PP BA 2330, 11 avril 1963, Extrait du journal *Le Monde*.

47 AN F716077, 10 mai 1963, Note pour le directeur de la DGSN. 17 mai 1963, Ministère de l'Intérieur, DGSN, direction des RG.

48 AN F716077, 30 août 1963, Du préfet de l'Isère au ministre de l'Intérieur. Les réels auteurs des attentats, Sergio Hernández et Antonio Martín Bellido, avaient eux aussi été envoyés à Madrid par le DI. Freán Hernández Oscar, » El paso... », *ibid.*

49 PP BA 2363, 15 octobre 1963, Ministère de l'Intérieur. PP BA 2330, 5 Septembre 1963, PP de Paris.

50 PP BA 2330, 6 septembre 1963, PP de Paris.

51 AN F716077, 14 septembre 1963, Note des RG.

52 Gurucharri, Salvador, Ibañez, Tomás, *Une résurgence anarchiste..., op. cit., p.* 87. Iñiguez, Miguel, *Enciclopedia..., op. cit.,* pp. 141-142. Né en 1902, il milite à la CNT-FAI et joue un rôle majeur pour financer les activités clandestines du MLE en exil, dont un attentat contre Franco en 1948. Arrêté pour falsification en 1951 et exclu pour « méthodes inadmissibles » il perd de l'influence, mais s'implique de nouveau avec le DI.

53 Iñiguez, Miguel, *Enciclopedia..., op. cit.,* p. 462. Né en 1916, il milite à la CNT-FAI et à la FIJL. En exil, il est favorable au courant apolitique et à l'action directe. Il est emprisonné après l'affaire de Lyon en 1951 et pour ses liens avec la FIJL en 1963.

54 PP BA 2363, 15 octobre 1963, Ministère de l'Intérieur.

55 PP BA 2330, Octobre 1963, Rapport.

56 PP BA 2330, 17 octobre 1963.

57 PP BA 2363, 18 janvier 1964, Du Préfet de Haute-Garonne au préfet de police de Paris.

58 PP BA 2363, 4 novembre 1963, Du préfet de police au directeur des RG. PP BA2363, 15 octobre 1963, Ministère de l'Intérieur.

59 AN F716077, 29 novembre 1963, Ministère de l'Intérieur, DGSN, direction des RG.

60 AN F716077, 4 mars 1964. Chez les anarchistes espagnols.

61 Sur Francisco Abarca Ruiz https://losdelasierra.info/spip.php ?article90.

62 AN F716077, 31 mars 1965.

63 AN F716077, Avril 1964, Direction des RG.

64 PP BA 2362, 4 février 1966 ; 23 février 1966, Du ministre de l'Intérieur au préfet de police ; 17 mars 1966, Préfet de police.

65 PP BA 2363, 6 Avril 1966, Du directeur de la PJ au préfet de police. PP BA 2363, 8 Novembre 1966, Du préfet de police au ministre de l'Intérieur.

66 https://placard.ficedl.info/mot5122.html.

67 PP GD 11, Avril 1964, Le mouvement anarchiste, PP, RG.

68 Alberola, Octavio, Gransac, Ariane, *Anarchistes contre Franco. Action révolutionnaire internationale, 1961-1975*, Rueil-Malmaison, Albache, 2014, pp. 92-93.

69 *Ibid.*, pp. 107-108.

70 Sur Salvador Gurucharri Ochoa, https://losdelasierra.info/spip.php ?article3538.

71 AN F716077, 29 mars 1966, campagne contre l'extradition Francisco Abarca.

72 PP BA 2330, 26 mai 1971, PP.

73 Militant anarchiste et révolutionnaire internationaliste britannique. Après une tentative d'attentat contre Franco, il est arrêté le 11 août 1964 et condamné à vingt ans de prison en Espagne mais il sort au bout de trois ans grâce à la pression internationale.

74 PP BA 2330, 21 août 1971.

75 PP BA 2330, 2 août 1968, ministère des Armées.

76 PP BA 2330, 28 octobre 1968, PP ; PP BA 2330, 4 novembre 1968, du ministère des Armées au président de la République, Premier ministre, DGSN et PP.

77 PP BA 2330, 6 novembre 1971, PP, direction des RG.

78 Ealham, Chris, *Vivir la anarquía, vivir la utopía. José Peirats y la historia del anarcosindicalismo español*, Madrid, Alianza Editorial, 2015, p. 173 ; Ferran, Aisa, *L'anarquisme contra la dictadura franquista (1939-1975)*, Tarragona, Lo Diable Gros, 2023, pp. 168-169.

79 PP BA 2330, 19 novembre 1971, PP.

80 PP BA 2330, 7 décembre 1968, PP de Paris.

81 PP BA 2330, 23 octobre 1969.

82 PP BA 2330, 20 mars 1970, PP de Paris.

83 *Le Monde*, 13 octobre 1970.

84 PP BA 2330, 14 octobre 1970, PP de Paris. https://maitron.fr/spip.php ?article155031, notice LEBEL Jean-Jacques [Dictionnaire des anarchistes] par Véronique Fau-Vincenti, version mise en ligne le 25 avril 2014, dernière modification le 4 juillet 2022. Né à Paris en 1936, cet artiste participe au mouvement de Mai 1968. Lors du congrès de Carrare, il s'oppose à Federica Montseny.

85 Dubourcq, Jean-Claude, Madrigal, Antoine, *Mouvement ibérique de libération*, Toulouse, Ed. Cras, 2007, p. 21.

86 Téllez, Antonio, *El MIL y Puig Antich*, Barcelona, Virus, 1994, p. 9.

87 Dubourcq, Jean-Claude, Madrigal, Antoine, *Mouvement ibérique…op. cit.,* pp. 10-13.

88 *Ibid.*, p. 21.

89 *Ibid.*, pp. 22-23.

90 Andrés Edo, Luis, *La CNT en la encrucijada*, Barcelone, Flor del viento, 2006, pp. 235-243.

91 Dubourcq, Jean-Claude, Madrigal, Antoine, *Mouvement ibérique…op. cit.*, pp. 27-29.

92 Alberola, Octavio, Gransac, Ariane, *Anarchistes contre Franco…, op. cit.*, p. 223.

List of illustrations

Caption	*Franco règne à Paris*, 1963, Fédération anarchiste[66].
URL	http://journals.openedition.org/amnis/docannexe/image/9950/img-1.jpg
File	image/jpeg, 190k

References

Electronic reference
Antoni Rossi Trafach, “La FIJL dans la lutte antifranquiste (1960-1974)”, *Amnis* [Online], 23 | 2024, Online since 22 September 2024, connection on 21 April 2025. URL: http://journals.openedition.org/amnis/9950; DOI: https://doi.org/10.4000/12ewt

About the author

Antoni Rossi Trafach
Université Paris Cité, France, Laboratoire Identités Cultures Territoires (ICT) – Les Europes dans le monde, rossiantoni@aol.fr

Copyright

The text only may be used under licence CC BY-NC-ND 4.0. All other elements (illustrations, imported files) are “All rights reserved”, unless otherwise stated.